



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
8 avril 2016
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2016

6-10 juin 2016, New York

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui
aux projets**

Rapport annuel du Directeur exécutif

Résumé

En 2015, l'UNOPS a exécuté des projets dans divers domaines, notamment la consolidation de la paix, l'aide humanitaire et le développement pour le compte de ses partenaires. La réalisation de plus d'un millier de projets dans plus de 80 pays traduit son engagement à apporter de l'aide aux personnes dans le besoin, parfois dans les conditions les plus difficiles. En 2015, les projets exécutés se chiffrent à 1,4 milliard de dollars des États-Unis contre 1,2 milliard en 2014, hausse essentiellement due à une plus forte demande d'appui en matière de santé au Myanmar et dans d'autres parties du monde à la faveur du « Partenariat Halte à la Tuberculose », une demande constante de soutien à la consolidation de la paix en Afrique et des activités d'intervention humanitaire au Moyen-Orient.

Peuvent être cités entre autres projets exécutés au nom des partenaires, la construction, la conception ou la remise en état de 2 572 kilomètres de route, 46 écoles, 25 hôpitaux, 2 pistes d'atterrissage et 2 ports. En 2015, 29 % des projets ayant bénéficié du soutien de l'UNOPS ont permis de fournir de l'emploi aux populations locales durant leur exécution. Plus de 2,2 millions de jours de travail rémunéré ont ainsi été créés et plus de 717 millions de dollars des États-Unis dépensés en biens et services pour le compte des partenaires, notamment avec l'acquisition de près de 39 000 machines et pièces d'équipement, et plus de 6 200 véhicules. Plus de 40 millions de fournitures médicales ont été gérés (dont près de 3 millions de moustiquaires distribués) et plus de 240 millions de doses de médicaments achetés ou distribués.

L'organisation a continué d'améliorer son mode de fonctionnement; elle a maintenu sa viabilité financière et reçu un nombre record de demandes pour ses services.



Éléments de décision

Le Conseil d'administration voudra bien prendre note : a) de la contribution de l'UNOPS aux résultats opérationnels de l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires au titre de l'exercice 2015, à travers son expertise technique, sa gestion et ses services d'appui efficaces; b) des efforts déployés en vue de renforcer et rendre compte de sa contribution aux résultats durables des partenaires, notamment le respect des meilleures pratiques et des normes reconnues; c) des progrès réalisés dans la mise en œuvre de son plan stratégique 2014-2017 qui lui a permis d'asseoir solidement les bases du soutien aux États Membres dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030; et d) des avancées enregistrées dans la promotion des possibilités de faciliter les partenariats pour les investissements d'impact à caractère social dans ses domaines d'intervention.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Cadre général des résultats	3
III. Résultats opérationnels	3
A. Principales réalisations pour le compte des partenaires	3
B. Services de gestion de projets	4
C. Services d'infrastructures	8
D. Services d'achat	11
E. Contribution à la durabilité	14
IV. Résultats de gestion	17
A. Projets exécutés et partenariats	17
B. Excellence des processus	19
C. Excellence des ressources humaines	21
D. Gestion financière	22

I. Introduction

1. Le Directeur exécutif a le plaisir d'informer le Conseil d'Administration des progrès accomplis en 2015 dans la mise en œuvre du plan stratégique 2014-2017 de l'UNOPS. En 2015 l'UNOPS a aidé ses partenaires à fournir des prestations tangibles à des populations dans le besoin. Ce faisant, il a introduit les normes internationales d'efficience, d'efficacité et de transparence dans leurs opérations et ainsi contribué au développement durable à travers le monde.

II. Cadre de résultats

2. Le mandat de l'UNOPS a été défini par l'Assemblée générale en sa résolution 65/176, et le Conseil d'administration a approuvé son plan stratégique 2014-2017 par décision 2013/23, se félicitant de l'importance accrue accordée aux services aux partenaires et de l'insistance sur la viabilité, l'appropriation par les pays et le renforcement des capacités.

3. L'UNOPS fait siens les objectifs de ses partenaires en matière de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement. Il contribue à leurs résultats opérationnels à travers trois domaines d'intervention durables : la gestion des projets, les infrastructures et les achats.

4. Son plan stratégique 2014-2017 définit le cadre des résultats utilisé dans le présent rapport. En 2015, plus de 1 000 projets ont été évalués en utilisant cette méthode. Des informations détaillées sur la méthodologie de communication d'informations sont présentées à l'annexe IV.

III. Résultats opérationnels

A. Principales réalisations pour le compte des partenaires

5. En 2015 l'UNOPS a construit, conçu ou remis en état 38 ponts, 2 572 kilomètres de route, 2 pistes d'atterrissage et 2 ports (175 ponts, 4 577 kilomètres de route, 2 pistes d'atterrissage et 1 hélicoptère en 2014). Il a géré la construction, la conception ou la remise en état de 25 hôpitaux, 105 dispensaires, 13 centres de santé spécialisés, 3 entrepôts médicaux, 46 écoles et 2 infrastructures universitaires. En 2014 les interventions portaient sur 14 hôpitaux, 4 dispensaires, 18 postes de santé, 7 centres de santé spécialisés, 30 écoles et 1 université.

6. En 2015, 4 prisons et 17 centres de détention ont été construits, conçus ou rénovés, en plus de 6 tribunaux et 2 postes de douane et installations frontalières (11 prisons, 11 tribunaux et 6 postes de douanes et installations transfrontalières en 2014).

7. En 2015, 29 % des projets ayant bénéficié du soutien de l'UNOPS ont permis de fournir de l'emploi aux populations locales durant leur exécution. Plus de 2,2 millions de jours de travail rémunéré en faveur des populations locales ont été créés, dont la plupart grâce à des projets d'infrastructures.

8. L'UNOPS a accompagné le Service de la lutte antimines de l'ONU et ses partenaires dans des travaux de déminage effectués dans 17 pays et territoires

en 2015. Il a fourni des services de gestion de ressources humaines, d'achat, d'adjudication, de gestion de subvention, d'appui technique et opérationnel, ainsi que des services financiers et juridiques.

9. Il a également fourni des biens et services pour plus de 717 millions de dollars des États-Unis au nom de ses partenaires dans le cadre général des services de mise en œuvre, ou au titre du soutien transactionnel direct.

10. Près de 39 000 machines et pièces d'équipement ont été livrés par l'UNOPS pour le compte de ses partenaires en 2015, et plus de 6 200 véhicules achetées ou distribuées (5 500 en 2014). Plus de 40 millions d'articles médicaux ont été traités, notamment la distribution de près de 10 million de préservatifs, plus de 10 millions d'aiguilles et près de 3 millions de moustiquaires. Plus de 240 millions de doses de médicaments ont été achetées ou distribuées.

11. L'UNOPS a accompagné ses partenaires dans le renforcement des capacités en apportant son appui à la formation de plus de 62 000 personnes contre 84 000 en 2014, notamment dans les domaines de la santé, de la gestion des projets et de l'amélioration de la salubrité. Parmi celles-ci, 7 000 ont reçu une formation professionnelle en Côte d'Ivoire dans le cadre d'un projet de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.

12. L'UNOPS a aidé ses partenaires à organiser 236 manifestations et activités de sensibilisation en 2015 (684 l'année précédente), et fourni un soutien logistique à 1 461 missions.

13. Il a géré ou contrôlé 873 subventions (565 en 2014) destinées au financement de divers projets, et plus de 4 000 micro financements du PNUD-Fonds pour l'environnement mondial dans plus de 120 pays.

14. Il a fourni divers services de soutien pour le compte des Nations Unies, comme par exemple la construction, la conception ou la remise en état de 7 infrastructures dont des bureaux, entrepôts et logements, contre 15 en 2014. Il a également assuré des services d'achat généraux comme la fourniture de biens pour près de 60 millions de dollars des États-Unis, par le biais du « UN Web Buy » (62 millions en 2014).

15. L'UNOPS a consacré plus de 37 000 jours aux services d'assistance technique et de conseil à ses partenaires pour le renforcement des capacités en matière infrastructures, d'achat et de gestion de projet (72 % pour l'assistance technique et 28 % pour les conseils techniques), contre 31 000 l'année précédente.

16. Les activités de l'UNOPS sont axées sur trois domaines prioritaires : la gestion des projets, les infrastructures et l'achat. En 2015, 43 % des prestations portaient sur les projets et de 23 % sur les infrastructures, et tandis que la plupart des activités d'achat étaient menées dans le cadre de la gestion de projets et des projets d'infrastructure, les achats en tant qu'activité à part représentaient 35 % de l'ensemble des prestations.

B. Services de gestion de projets

17. L'UNOPS fournit un large éventail de services de gestion de projets durables allant de la gestion des programmes et projets au soutien opérationnel spécifique.

18. En 2015, 43 % de ses prestations étaient liées au domaine d'intervention prioritaire de la gestion de projets, et la plupart portait sur les services d'appui, notamment la gestion de contrats relatifs aux ressources humaines, la gestion de subventions et autres services de gestion financière.

19. L'UNOPS fournit une gamme de services d'assistance technique à ses partenaires et dans ce cadre, en 2015, il a consacré 2 272 jours au Département du développement rural au Myanmar, pour l'élaboration et l'expérimentation d'un nouveau processus d'aménagement rural à déployer sur l'ensemble du pays. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), il a dédié 220 jours de services techniques au Ministère des mines dans la province de San Juan en Argentine, où il a effectué un audit indépendant de quatre projets miniers pour déterminer le niveau de performance environnementale et de conformité à la loi des sociétés qui y travaillent. En Afghanistan, l'UNOPS a offert 261 jours de services techniques à la Direction de l'aéronautique civile, avec une série d'activités visant à assurer le respect des règles édictées par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

20. Avec le soutien apporté à 10 missions sur l'ensemble du continent africain, l'UNOPS a contribué à l'œuvre de consolidation de la paix du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) et du Département des affaires politiques des Nations Unies. En 2015 par exemple, il a émis des contrats et effectué des paiements au profit de 1 487 membres de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

21. En collaboration avec le Bureau des affaires politiques de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, le Gouvernement et le Conseil des représentants irakiens, l'UNOPS œuvre à l'élaboration et l'adoption d'une législation fondamentale favorisant la coexistence et le dialogue au niveau national. Avec l'appui des Gouvernements allemand et néerlandais, l'UNOPS a organisé une série d'ateliers de rédaction de textes législatifs à l'intention des membres du Parlement irakien, dont une initiative récente qui a réuni à Bagdad des spécialistes de la réconciliation venus d'Égypte, d'Afrique du Sud et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour partager des idées avec leurs homologues irakiens.

Encadré 1

Œuvrer ensemble à la reconstruction des infrastructures à Gaza

L'unité de suivi des matériaux est une composante essentielle de la reconstruction à Gaza. Ce projet lancé par l'UNOPS permet l'entrée sur ce territoire des matériaux nécessaires pour la reconstruction à grande échelle, et ainsi de satisfaire les besoins essentiels en logements et en abris des Palestiniens.

Le Mécanisme pour la reconstruction de Gaza est un accord temporaire entre l'État de Palestine et Israël, sous l'administration de l'Organisation des Nations Unies. Le projet contrôle la chaîne d'approvisionnement et l'utilisation de ces matériaux à « double usage » grâce à un système de gestion des informations en ligne, des équipes d'ingénieurs, de métreurs-vérificateurs, et des personnes responsables du suivi des stocks.

En 2015, l'unité a accompli 36 961 activités de suivi. Ces visites sur les lieux ont suscité suffisamment de confiance dans le mécanisme pour permettre l'entrée à Gaza de plus d'un million de tonnes de matériaux de construction depuis septembre 2014. Plus de 700 projets de construction et d'infrastructure ont été répertoriés à travers le mécanisme dont la transparence et le caractère évolutif ont permis de réduire de 9 mois à 36 jours la durée moyenne du processus d'approbation de ces projets par Israël. L'engagement du secteur privé s'est renforcé avec 248 entreprises intervenant aujourd'hui dans le cadre du mécanisme, contre moins d'une cinquantaine en 2007. Le projet demeure un moyen politique efficace d'approvisionner les populations de Gaza en matériaux de construction : plus de 100 000 bénéficiaires ont pu s'en procurer pour réparer leurs maisons et ou abris depuis 2014.

22. En 2015 l'UNOPS a formé 588 agents de santé au Kenya, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Une formation a été dispensée à des infirmières et responsables de clinique, agents de vulgarisation sanitaire et bénévoles. Le programme vise à réduire la mortalité maternelle et néonatale en augmentant la demande en services de santé maternelle par le biais d'une stratégie de sensibilisation à la santé de la communauté d'une part, et à améliorer la qualité des services d'autre part. En 2015, l'UNOPS a procédé à l'évaluation de 68 structures de santé, en prélude à la mise à niveau des infrastructures prévue dans la prochaine phase du projet; il en auditera 150 autres dans le but de leur fournir des solutions en ce qui concerne l'énergie durable.

23. Grâce à un financement de l'Union européenne, l'UNOPS travaille de concert avec le Ministère guinéen de l'environnement, de l'hydraulique et des forêts, pour développer les capacités opérationnelles des gardes des parcs nationaux et des réserves naturelles. En 2015, 320 gardes ont été formés aux techniques de lutte contre le braconnage. Deux camps de gardes d'une capacité d'accueil de 250 personnes ont été remis en état et pourvus en eau et électricité.

24. En Chine, l'UNOPS a offert 140 jours de services techniques pour la création au nord-est du pays de la zone industrielle pour la sécurité agricole et alimentaire en Asie-Pacifique, à l'effet de sensibiliser davantage sur la sécurité sanitaire des aliments. Le projet vise à promouvoir la modernisation des industries agricoles et alimentaires dans la région par toute une série de techniques, dont le renforcement des capacités et la facilitation de partenariats public-privé.

25. Par l'intermédiaire du projet « Future Cities Africa » financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'UNOPS a accueilli en 2015 en Éthiopie, au Ghana, au Mozambique et en Ouganda l'Alliance des villes travaillant en partenariat avec les ministères et collectivités territoriales. Le projet a produit une série d'évaluations rapides de la résilience des villes, élaboré et mis en œuvre un processus participatif visant à mieux interpréter les changements climatiques ainsi que les risques qui pèsent sur l'environnement et les ressources naturelles sous l'angle de la croissance inclusive et la réduction de la pauvreté, ce dans 21 villes et 4 pays.

26. Plus de 3 400 personnes ont été engagées depuis le centre des ressources humaines de l'UNOPS à Bangkok, à l'effet d'accompagner des projets dans plus de

46 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Europe, d'Asie et du Pacifique pour le compte de partenaires tels que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, ONU-Habitat et l'Organisation internationale pour les migrations.

27. En 2015, l'UNOPS a appuyé des activités de lutte antimines, humanitaires, de stabilisation et de gestion des explosifs, de renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies, ainsi que l'action de gestion des munitions et des armes du Service de la lutte antimines de l'ONU dans 17 pays et territoires. Il a fourni des services de gestion de ressources humaines, d'achat, d'adjudication, de gestion de subvention, d'appui technique et opérationnel, ainsi que des services financiers et juridiques. Avec un apport d'environ 210 millions de dollars, l'UNOPS a aidé le Service de lutte antimines de l'ONU, son principal partenaire, à mener à bien un certain nombre d'opérations :

a) En Afghanistan, 6 546 mines antipersonnel, 546 mines antichars et 265 689 restes explosifs de guerre ont été détruits. Plus de 250 000 femmes ont fait l'objet d'une sensibilisation au danger des mines à travers le pays;

b) A Gaza, 24 pièces de munitions aérodispersées profondément enfouies ont été enlevées, 174 sites présumés dangereux inspectés, et 101 sites dangereux avec une forte probabilité de munitions aérodispersées enfouies ont été confirmés pour dépollution;

c) En Somalie, une unité de neutralisation des explosifs et munitions de la police forte de 86 membres formés, équipés et encadrés par le Service de la lutte antimines répond quotidiennement à des appels d'urgence et rapports sur engins explosifs improvisés et de restes explosifs de guerre dans quatre localités;

d) Au Mali, 32 500 pièces de munitions périmées et inutilisables ont été détruites et une formation dispensée à 1 700 membres des Forces maliennes de défense et de sécurité, 10 461 membres du personnel de la mission de maintien de la paix et 72 271 civils;

e) Au Soudan, 3 008 kilomètres de routes ont fait l'objet d'une levée et ont été débarrassées de restes explosifs de guerre, tandis que 170 762 garçons, 145 563 filles, 98 006 hommes et 104 440 femmes – chiffres les plus élevés depuis 2004 - ont été sensibilisés sur le danger des mines;

f) En République centrafricaine, 2 800 pièces d'explosifs et de munitions ont été neutralisés dans les zones urbaines, 6 tonnes d'explosifs évaluées et enlevées d'un camp d'ex-combattants, et 13 tonnes d'explosifs commerciaux incendiées;

g) En République démocratique du Congo, le Service de la lutte antimines a utilisé divers moyens tels que les radios locales, les manifestations publiques et la distribution de brochures pour passer des messages de sensibilisation au danger à 138 510 personnes, à la faveur de 3 201 activités en 2015;

h) Au Darfour, près de 2 millions de cartouches d'armes légères périmées et 2 050 pièces d'engins non explosés ont été détruites;

i) En Libye, 99 personnes – notamment des bénévoles, scouts (garçons et filles), enseignants et membres d'organisations non gouvernementales locales des régions occidentales, orientales et méridionales – ont été formés pour tenir des séances de sensibilisation au danger des mines au niveau communautaire;

j) Au Sahara occidental, 215 personnes détachées à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ont reçu une formation à la sécurité sur les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, et 136 kilomètres de parcours de patrouilles d'observateurs militaires des Nations Unies ont été vérifiés;

k) En Côte d'Ivoire, 15 armureries ont été réhabilitées et près de 97 tonnes de munitions inutilisables détruites; et

l) Dans l'Abyei, plus de 590 000 mètres carrés de terres ont été rendus à la communauté. Des études non techniques menées dans 77 communautés ont permis d'enlever et de détruire 2 988 restes explosifs de guerre, 6 mines et plus de 3 500 cartouches d'armes légères.

C. Services d'infrastructures

28. L'UNOPS fournit une large gamme de services d'infrastructures en fonction des exigences des partenaires et de sa capacité d'apporter des solutions techniques dans les phases de conception, construction, maintenance/opérations, modernisation, remise en état et de retrait du service.

29. En 2015, 23 % des projets exécutés par l'UNOPS avaient trait aux infrastructures, dont 41 % portaient sur le bâtiment et 23 % sur le transport. Des services ont également été offerts dans les domaines de l'hydraulique et la gestion des déchets, la réduction des risques de catastrophe, la réhabilitation et la résilience.

30. L'UNOPS a planifié, conçu et remis en état la piste d'atterrissage de Rubkona dans l'État de l'Unité (Soudan du Sud) pour le compte du Fonds humanitaire commun pour le Soudan du Sud. La remise en état et l'allongement de cette piste qui sert de principal point d'accès à plus de 100 000 personnes déplacées dans leur propre pays, constituaient pour la cellule d'appui au Module mondial de la logistique dirigée par le Programme alimentaire mondial, le projet d'infrastructure prioritaire en 2015. Par cette initiative garantissant un meilleur accès surtout en saison des pluies, le projet a contribué à l'amélioration du rapport coût-efficacité et à l'efficacité dans la mise à disposition des fournitures humanitaires vitales.

31. Grâce à un financement du Fonds humanitaire saoudien, et en coopération avec le Bureau de la Coordination des affaires humanitaires (l'OCHA), l'UNOPS a installé 280 lampadaires solaires dans 19 camps de personnes déplacées dans leur propre pays vivant dans des colonies de peuplement, des camps et des communautés d'accueil dans le nord de l'Iraq en 2015. Des systèmes d'éclairage ont été installés dans des dispensaires pour femmes, écoles secondaires, écoles primaires, centres de santé et dans un centre d'enregistrement, garantissant ainsi l'accès à l'éclairage durable pour promouvoir la sécurité publique et réduire les dépenses de fonctionnement de chaque camp. L'UNOPS a également distribué plus de 125 000 lanternes solaires et des trousseaux de recharge de téléphone portable à des familles en Iraq, en travaillant en collaboration avec des entreprises locales pour l'installation et la distribution, ce au profit des économies locales et des communautés d'accueil.

Encadré 2**Appui aux efforts de consolidation de la paix en République arabe syrienne**

Le conflit syrien dure depuis cinq ans et la situation humanitaire dans le pays continue de se détériorer. Il a donné lieu à l'utilisation d'armes chimiques, du siège et de la famine comme armes de guerre, de la détention illégale et la torture, du pilonnage aveugle et criminel ainsi que du bombardement aérien de civils. Il a occasionné la mort de plus de 200 000 personnes et fait plus d'un million de blessés.

Une douzaine d'organismes des Nations Unies et des centaines d'organisations non gouvernementales nationales et internationales fournissent des services de protection et d'aide humanitaire, en mettant en œuvre un large éventail de programmes dans les secteurs et régions touchés.

Depuis octobre 2014 l'UNOPS apporte un soutien opérationnel à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en République arabe syrienne, suite à la mission conjointement menée par cette organisation et les Nations Unies. En 2015 l'UNOPS l'a accompagnée dans la poursuite de ses travaux dans le pays qui relèvent d'une mission internationale, contribuant ainsi à la destruction de 11 des 12 installations de fabrication d'armes chimiques déclarées.

En l'absence d'une paix durable, la situation va sans doute se détériorer et nécessite une aide humanitaire encore plus soutenue.

32. S'agissant des infrastructures de transport, l'UNOPS a construit, conçu ou remis en état 125 kilomètres de routes au Soudan du Sud en 2015. Il a notamment construit la principale voie d'accès, les routes à l'intérieur et autour du camp d'Ajuong Thok qui compte plus de 30 000 réfugiés venus du Soudan. Grâce à un financement du HCR et du Fonds central pour les interventions d'urgence des Nations Unies, de nouvelles routes ont permis de faciliter l'accès aux réfugiés, d'améliorer la sécurité, de relever les taux d'inscription dans les écoles, et d'améliorer l'accès aux marchés et services sanitaires.

Encadré 3**Centres de soins de santé de meilleure qualité en Guinée**

En 2014 et 2015, la Guinée a connu l'une des pires épidémies d'Ebola de son histoire qui est aujourd'hui maîtrisée. Pour contribuer à ses efforts de lutte, l'UNOPS a remis en état et rénové 41 centres de soins de santé à travers le pays.

Il a procédé à des évaluations techniques et financières et effectué des achats pour le compte du Gouvernement. Chaque centre a été évalué individuellement et ses infrastructures rénovées et remises en état pour rendre les installations accessibles et sûres, améliorant de ce fait les conditions de travail des professionnels de la santé et l'accès aux soins pour les Guinéens.

L'équipe de l'UNOPS a sélectionné, formé et encadré 23 entreprises locales dont 5 dirigées par des femmes, pour mener à bien les travaux de remise en état. Des séances de formation ont été organisées pour renforcer les capacités d'une cinquantaine d'entreprises nationales de construction en matière de gestion des achats et des marchés. Le projet a permis de créer 4 000 jours de travail rémunéré pour les populations locales.

33. En 2015, l'UNOPS a consacré 3 200 jours de services techniques au El Salvador dont 1 553 réservés à l'évaluation par le PNUD de la conception technique des routes et des ponts, en vue d'améliorer les infrastructures clé et réduire la vulnérabilité face aux inondations, à l'érosion et aux glissements de terrain causés par les précipitations extrêmes liées aux changements climatiques.

34. En 2015, en partenariat avec le Gouvernement des Maldives et le PNUD, l'UNOPS a réalisé des systèmes intégrés de gestion des ressources en eau sur les trois îles des Maldives à l'effet d'atténuer les incidences des changements climatiques. En utilisant l'énergie solaire, cette initiative allie la collecte des eaux de pluie et le dessalement de l'eau de mer, réduisant de ce fait les coûts et la dépendance sur les carburants. Les systèmes permettent de rendre les communautés plus résilientes et de fournir à plus de 8 000 habitants l'accès à l'eau potable toute l'année durant. Chargé de la planification, la conception et la construction des installations, l'UNOPS a également formé les fournisseurs locaux à l'exploitation et l'entretien de nouveaux systèmes.

35. En coopération avec le Gouvernement japonais, l'UNOPS a planifié, conçu et procédé à la remise en état urgente de cinq écoles et un centre de santé dans le nord du Darfour au Soudan, qui avaient été endommagés par de fortes pluies en 2013. En 2015, il a mis en œuvre un projet de reconstruction d'écoles et de dispensaires choisis offrant une meilleure protection contre les crues, en s'appuyant sur des mesures durables de réduction des risques de catastrophe. Les bâtiments ont été modifiés et remis en état en conformité avec les plans d'aménagement à long terme du Gouvernement de l'État du Darfour du nord.

36. Pour le compte du Gouvernement du Nicaragua, l'UNOPS a offert 332 jours de services consultatifs techniques en 2015 pour la construction du plus grand hôpital du pays et l'achat des équipements nécessaires. Il a également assuré 228 jours de services consultatifs de gestion des projets pour appuyer l'administration et la gestion technique et quotidiennes dans l'exécution des projets. En exemple de la coopération Sud-Sud, les Gouvernements du Mexique et du Nicaragua ont cofinancé le projet.

37. L'UNOPS a accompagné l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans sa lutte contre la piraterie maritime dans le golfe d'Aden en 2015. Dans le cadre de cette action, il a planifié, conçu et lancé la construction du complexe pénitentiaire et judiciaire de Mogadiscio en Somalie. D'autres travaux effectués à la Prison de Garowe dans la région du Puntland au nord-est de la Somalie ont permis de renforcer la sécurité et d'améliorer l'approvisionnement en eau.

38. En 2015, l'UNOPS a appuyé les efforts du Gouvernement de la Serbie visant à rétablir les conditions de vie et de travail dans les municipalités touchées par les inondations de mai 2014. Sur financement du Royaume-Uni, il a reconstruit

24 structures prioritaires sur les ouvrages de retenue des fleuves Kolubara, Pestan, Lukavica et Turija. Les actions seront poursuivies pour la protection de quelques 58 622 habitants de la municipalité de Lazarevac, 2 316 producteurs agricoles, 576 petites et moyennes entreprises et 1 715 entrepreneurs contre de futures inondations, et l'attribution de 23 222 hectares de terres agricoles.

Encadré 4

Amélioration des habitations et techniques de gestion au foyer des familles en Colombie

Au cours de l'année 2015, l'UNOPS s'est attaché à l'amélioration des conditions de logement à Chocó, Bolivar, Atlántico et Magdalena, au nom du Gouvernement colombien, Ministère de la prospérité sociale. Le projet a suscité des interventions axées sur le logement, les infrastructures et l'action sociale communautaire, l'enseignement des compétences en matière sanitaire, de santé et de nutrition à 1 853 familles dans 17 municipalités; il a permis de concevoir, construire ou remettre en état le même nombre de maisons, toucher 10 992 personnes et créer 370 emplois directs et 2 200 emplois indirects, stimuler l'emploi et le sens de la communauté dans les municipalités.

L'amélioration des logements a permis aux participants de satisfaire les conditions de base par rapport à l'eau, l'assainissement, les espaces architecturaux, l'éclairage et la ventilation. Le projet a également donné l'occasion de se pencher sur le bien-être des personnes âgées, des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes ou qui allaitent et des adolescentes avec des grossesses non désirées.

Du fait de la réussite du projet, le Gouvernement colombien a demandé à l'UNOPS d'en lancer un deuxième en 2016, dont les interventions viseraient 2 500 familles et foyers dans 15 municipalités.

D. Services d'achat

39. Des services d'achat fiables sont essentiels pour assurer la réalisation durable et opportune des objectifs de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement de nos partenaires. Signe de l'interdépendance des domaines d'expertise de l'UNOPS, nombre d'activités d'achat ont été menées dans le cadre de la gestion des projets ou des projets d'infrastructures en 2015, tandis que les achats distincts ont représenté 35 % de l'ensemble des prestations de l'UNOPS.

40. Au titre de cette dernière année, il a fourni des biens (35 %) et services (65 %) pour plus de 717 millions de dollars des États-Unis. Les cinq premiers pays d'approvisionnement ont été, par ordre décroissant, l'Afghanistan, les États-Unis d'Amérique, le Pérou, le Japon et le Royaume-Uni.

41. Au Cambodge, l'UNOPS est le principal bénéficiaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. En 2015, il a acheté et distribué 121 607 doses de médicaments antipaludiques, 1 676 550 moustiquaires et 407 000 trousse de diagnostic rapide pour renforcer et élargir la prévention, les soins et le traitement du paludisme dans le pays.

42. L'UNOPS joue le rôle de gestionnaire du fonds multidonateurs « Three Millennium Development Goals Fund » au Myanmar. En partenariat avec le Ministère de la santé, ce fonds vise à répondre aux besoins fondamentaux de santé des personnes les plus vulnérables dans le pays. En 2015, l'UNOPS a acheté et distribué de biens et services pour un montant de 15 730 032 dollars des États-Unis à l'appui des activités liées à la lutte contre le paludisme, la tuberculose, le VIH/sida et à la santé maternelle, néonatale et infantile. Il s'agissait notamment de l'achat et la distribution de 1 682 352 préservatifs, 584 700 tests de diagnostic, 17,5 millions de cachets pour le traitement de la tuberculose pharmacorésistante, 4 590 pièces de matériel médical et des fournitures d'une valeur de 1 142 418 dollars des États-Unis pour des diagnostics de rayons X dans la détection de la tuberculose.

Encadré 5

Lutte contre l'un des principaux problèmes de santé du monde

Toujours endémique dans de nombreux pays, la tuberculose a tué plus de 4 000 personnes par jour en 2014, soit environ 1,5 million cette année là – ce qui en fait la principale maladie infectieuse mortelle du monde.

En 2015, l'UNOPS a pris la relève de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour loger le « Partenariat Halte à la Tuberculose » et prendre en charge ses fonctions administratives. Le Partenariat regroupe plus de 1 400 membres dans une centaine de pays, notamment des organisations internationales et techniques, programmes gouvernementaux, agences de recherche et de financement, fondations, organisations non gouvernementales, sociétés civiles et groupes communautaires ainsi que le secteur privé; il œuvre à l'accélération de la lutte contre la propagation de la tuberculose.

À l'appui de ses activités, l'UNOPS fournit les ressources humaines, services d'achats, de passation de marchés et autres services administratifs. En 2015, il a préparé ou modifié 16 nouveaux accords avec les donateurs et un document sur la gouvernance, créé ou modifié 49 accords d'achat et 25 nouveaux contrats de services, fourni des services pour 7 réunions régionales, préparé ou modifié 56 nouvelles subventions et en a payé 143, et engagé des procédures de recrutement de 205 personnes – en appui au du partenariat et à ses travaux.

43. Au Honduras, en partenariat avec le Ministère de la santé, l'UNOPS a fourni une assistance technique pour l'achat de plus de 324 millions de doses de médicaments, uniquement dans le cadre d'un modèle de services. Selon le modèle, l'UNOPS gère le processus de passation des marchés jusqu'à la sélection du fournisseur, puis passe le relais aux autorités nationales qui le concluent. En s'appuyant sur l'UNOPS pour des services rapides et transparents, celles-ci ont approvisionné plus de 1 300 centres de santé en fournitures essentielles qui leur permettent de faire face aux pénuries graves. Grâce à ce modèle, le Ministère de la santé a fait des économies de l'ordre de 2,1 millions de dollars des États-Unis, rien que pour la première étape d'un processus qui en comporte neuf. Du fait de l'engagement de l'UNOPS, le nombre de fournisseurs de produits de soins de santé

et de médicaments dans le pays est passé de 8 à 29, ce qui a créé des conditions de marché plus compétitives et un meilleur rapport qualité-prix pour le Gouvernement dans la prestation de services de soins de santé. Il a également fourni plus de 87 millions de doses de médicaments et 13 millions de pièces d'équipements médicaux et chirurgicaux à 13 structures de soins de santé au nom de l'Institut hondurien de sécurité sociale.

44. Au nom du Gouvernement du Japon et dans le cadre plus large du secours humanitaire au Moyen-Orient, il a acheté et distribué 57 véhicules en 2015, en l'occurrence 20 ambulances équipées de matériel paramédical spécialisé pour le Bureau des migrations et des déplacements du Gouvernement régional du Kurdistan en Iraq, afin d'améliorer l'accès des personnes déplacées aux services de santé d'urgence.

45. En appui aux opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, l'UNOPS a acheté et livré 119 175 kilogrammes de produits alimentaires et de boissons pour les ex-combattants en 2015.

46. Pour le compte du Gouvernement canadien, il a mis 137 385 pièces de fournitures médicales à la disposition de l'hôpital « La Providence Gonaïves » en Haïti en 2015, bouclant ainsi un projet de quatre ans dans le cadre duquel il avait en charge la construction et l'équipement de l'hôpital. En privilégiant les soins de santé maternelle et infantile, cette structure permettra d'en améliorer l'accès pour une communauté forte de plus de 900 000 personnes.

47. En soutien à Haïti dans sa lutte contre une épidémie de choléra en 2015 et en collaboration avec l'OCHA, l'UNOPS a distribué 153 245 articles de secours d'urgence aux centres de prise en charge des malades du choléra dans le pays, notamment des comprimés pour la purification de l'eau, du sérum de réhydratation orale et du savon antiseptique.

48. Pour aider le Gouvernement malgache à faire face efficacement à l'insécurité alimentaire, l'UNOPS a mis à disposition 34 motocyclettes à l'appui de la sécurité alimentaire en situation d'urgence et des activités de protection sociale. Financé par l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, le projet vise à améliorer les capacités de Madagascar à répondre rapidement et efficacement aux urgences alimentaires.

49. En 2015, l'UNOPS a consacré 1 260 jours de services techniques au Gouvernement du Pérou, dont 750 dédiés à la gestion de contrat dans les domaines de la construction et de l'assainissement, des services de réinsertion sociale et des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

50. Pour aider l'Éthiopie à améliorer l'accès aux services de soins de santé pour les plus démunis, l'UNOPS a acheté 1 300 motocyclettes et 40 ambulances au nom du Gouvernement de ce pays. Les ambulances permettront d'assurer les services d'évacuation tant souhaités vers les districts administratifs sur l'ensemble du pays, améliorant ainsi l'efficacité des services de santé tout en les mettant à la portée des communautés locales et en particulier des mères et des nourrissons.

Encadré 6

Prévention de la propagation du paludisme

L'apparition d'une résistance parasitaire à l'artémisinine et ses dérivés dans cinq pays du bassin du Mékong constitue un écueil dans la lutte contre le paludisme et son éradication à l'échelle mondiale.

Face à cette urgence, le Fonds mondial a alloué un montant de 100 millions de dollars des États-Unis à l'Initiative régionale de l'artémisinine au Cambodge, en République démocratique populaire lao, au Myanmar, en Thaïlande et au Viet Nam. En tant que destinataire principal, l'UNOPS est chargé de la réalisation des objectifs fixés dans l'accord de subvention, en collaboration avec des destinataires secondaires choisis et sous le contrôle du mécanisme national de coordination.

Avec un niveau de financement sans précédent pour une seule subvention régionale, l'objectif visé à travers cette initiative est d'accélérer l'élimination de cette forme de paludisme dans le bassin du Mékong et de prévenir l'apparition de la résistance à l'artémisinine dans d'autres régions. L'Initiative apporte son soutien pour l'acquisition de moustiquaires imprégnées, le diagnostic et le traitement, la détection des cas et la surveillance.

E. Contributions à la durabilité

51. L'UNOPS s'attache à la gestion et l'établissement de rapports sur la durabilité. Conformément aux décisions 2012/16 et 2012/24 du Conseil d'administration, la démarche de l'UNOPS par rapport au renforcement des capacités nationales et la durabilité est intégrée dans son mandat, et en application du plan stratégique 2014-2017, il s'attachera à mieux intégrer le programme de développement des capacités nationales et des approches durables dans ses domaines d'interventions, notamment par le recours aux ressources locales.

52. L'UNOPS a affiné son aptitude à mesurer les contributions à la durabilité par le biais de la mise en œuvre des projets et dans ce cadre les résultats ont été évalués en fonction des prestations en 2015. Sont présentés à l'annexe IV des explications détaillées sur la méthodologie suivie par l'UNOPS.

53. En 2015, les chargés de projet de l'UNOPS ont évalué certains aspects des capacités nationales et de la durabilité (en termes de croissance économique durable, de justice sociale, d'inclusion et d'incidences sur l'environnement) dans plus d'un millier de projets.

54. En 2016, les meilleures pratiques et normes en matière d'établissement de rapports sur la durabilité feront l'objet d'un examen plus approfondi, en intégrant certains aspects du cadre de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance dans un produit de rapport annuel. Tous les résultats de cette année destinés aux rapports annuels ultérieurs du Conseil d'administration suivront le cadre de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

Capacité nationale

55. L'UNOPS respecte et encourage l'appropriation par les pays. Il contribue au renforcement des capacités nationales à travers les conseils et la formation, le partage d'expérience, les meilleures pratiques et l'expertise, ainsi que l'appui au contrôle de gestion pour améliorer la transparence et la reddition des comptes.

56. Environ 55 % de l'ensemble des projets soutenus par l'UNOPS en 2015 ont signalé une ou plusieurs de leurs activités ayant contribué au renforcement des capacités nationales. Ces activités se retrouvent dans 57 % des services d'appui et de gestion de projets, 65 % des services d'infrastructure et 46 % des services d'achat distincts.

57. Trente-trois pour cent de tous les projets ont fait état d'activités de formation en cours d'emploi offertes durant leur mise en œuvre. Au Bangladesh, plus de 180 agents d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ont reçu une formation en gestion de projet et des ressources financières, l'objectif étant de renforcer les capacités des organisations bénéficiaires de subventions de l'USAID qui opèrent dans l'ingénierie et la conservation de la vie sauvage.

58. En 2015, 28 % des projets de l'UNOPS ont signalé l'inclusion de programmes de certification formelle, et 15 % la réalisation de certifications. Au Sri Lanka par exemple, l'UNOPS s'est associé à l'Organisation internationale du travail qui, en partenariat avec l'Union européenne, œuvre à l'amélioration de la main-d'œuvre qualifiée dans la région en offrant des qualifications professionnelles nationales. Avec l'appui de l'Autorité nationale en charge de l'apprentissage et la formation industrielle (« National Apprentice and Industrial Training Authority »), l'approche commune peut inclure la certification de travailleurs du secteur de la construction par la reconnaissance de leurs acquis.

Croissance économique équitable

59. L'UNOPS aide les gouvernements à promouvoir l'autonomisation sociale et économique. Il contribue à la durabilité économique en appliquant des stratégies et pratiques efficaces de gestion et d'investissement, en favorisant l'existence de moyens de subsistance à travers la création d'emplois et de possibilités de revenus, en améliorant l'accès aux marchés par le biais de fournisseurs locaux, et en prenant en considération autant que possible le coût total de possession (financement, fonctionnement, maintenance et remplacement d'équipements).

60. En 2015, 48 % de l'ensemble des projets comportaient une ou plusieurs activités ayant contribué à la viabilité économique durant leur mise en œuvre. Ces activités se retrouvent dans 36 % des services d'appui et de gestion de projets, 68 % des services d'infrastructure et 51 % des services d'achat distincts. L'activité la plus fréquemment signalée est la création d'emplois pour les populations locales, citée par 29 % de tous les projets

61. En 2015, 30 % des projets d'infrastructure ont fait état d'une réduction des besoins d'entretien dans le résultat final. Au Brésil par exemple où l'UNOPS assure au Gouvernement un soutien à l'infrastructure pour la construction d'hôpitaux, les modèles pour certaines localités préconisent une plus grande utilisation de rampes et d'escaliers afin ne pas trop dépendre des ascenseurs d'une part et d'en réduire les frais d'entretien sur toute la durée de vie des immeubles d'autre part.

Justice sociale et inclusion

62. L'UNOPS contribue à la viabilité sociale en veillant à la diligence raisonnable et au respect des principes internationaux des droits de l'homme, en impliquant les communautés locales et en assurant un accès équitable aux retombées des projets avec un accent particulier sur la protection des plus vulnérables, en facilitant l'accès à l'alimentation, l'eau, l'assainissement, l'énergie, la santé, l'éducation, la justice, la sécurité et les services connexes, en fournissant des conseils et un appui à la mise en œuvre dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience, et en intégrant l'égalité des sexes dans ses activités.

63. En 2015, 58 % de l'ensemble des projets comportaient une ou plusieurs activités ayant contribué à la viabilité sociale durant leur mise en œuvre. Ces activités se retrouvent dans 52 % des services d'appui et de gestion de projets, 56 % des services d'infrastructure et 70 % des services d'achat distincts.

64. Trente-huit pour cent des projets ont signalé avoir impliqué les communautés locales. En Afghanistan par exemple un projet de remise en état d'infrastructures éducatives et sanitaires pour des rapatriés et la communauté hôte financé par le Japon, a fait état de consultations formelles avec 13 notables en vue d'appuyer des initiatives sur des questions telles que celles portant sur les permis d'occupation des sols, le recrutement de travailleurs locaux et l'achat de matériaux de construction produits localement.

65. Environ 27 % des projets d'infrastructure ont signalé un renforcement de la résilience aux changements climatiques dans le produit final. Par exemple, en Somalie, le projet de remise en état de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Bossaso financé par le Gouvernement italien a souligné que le système de drainage était suffisamment efficace pour empêcher toute inondation future de la piste, et favorisait ainsi l'utilisation ininterrompue de l'aéroport en saison des pluies.

Impact sur l'environnement

66. L'UNOPS contribue à la viabilité environnementale en atténuant les impacts sur l'environnement, en renforçant la biodiversité et la résilience écologique, ainsi qu'en utilisant des ressources renouvelables, prenant en considération les interactions entre le développement humain et la durabilité environnementale.

67. En 2015, 43 % de l'ensemble des projets comportaient une ou plusieurs activités ayant contribué à la viabilité environnementale durant leur mise en œuvre. Ces activités se retrouvent dans 28 % des services d'appui et de gestion de projets, 72 % des services d'infrastructure et 43 % des services d'achat distincts.

68. Dix pour cent de tous les projets et 33 % des services d'infrastructure ont souligné que des efforts étaient déployés en vue de réduire l'impact environnemental dans la localité. Au Mali par exemple, dans le cadre d'un projet d'appui au désarmement, à la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants pour le compte de la MINUSMA, la localité abritant un centre de santé a été choisie dans le but d'éviter les écosystèmes fragiles et zones humides.

69. L'UNOPS peut offrir son soutien lorsque le caractère transfrontalier des problèmes d'environnement exige une action internationale coordonnée. Par exemple il a en charge l'exécution d'un portefeuille de projets de ressources en eau et de changement climatique à même de permettre à un large éventail de partenaires d'honorer leurs engagements par rapport aux objectifs énoncés dans le Programme

2030. Répondant à la nécessité d'une plus grande transparence au sein de l'Accord de Paris, l'Initiative pour la transparence de l'action pour le climat est un fonds multidonateurs neutre visant à renforcer la capacité des pays en développement à évaluer la manière dont ils s'acquittent de leurs engagements au titre de l'Accord. L'UNOPS a commencé à accueillir les structures administratives et de gouvernance de l'initiative en 2015. En outre, il a fourni un appui opérationnel et de gestion au Centre et Réseau des technologies climatiques et à la Coalition pour le climat et la qualité de l'air en vue de réduire les polluants climatiques à courte durée de vie, dirigés tous deux par le PNUE

IV. Résultats de gestion

A. Projets exécutés et partenariats

70. En 2015, les projets exécutés par l'UNOPS se chiffrent à 1,4 milliard de dollars des États-Unis contre 1,2 milliards en 2014, hausse essentiellement due à une plus forte demande d'appui en matière de santé au Myanmar et dans d'autres parties du monde à la faveur du « Partenariat Halte à la Tuberculose », une demande constante de soutien à la consolidation de la paix en Afrique et des activités d'intervention humanitaire au Moyen-Orient.

71. En 2015, 50 % des projets qu'il a exécutés l'ont été pour le compte d'autres organismes des Nations Unies. En termes de volume, celui des projets exécutés au nom des partenaires des Nations Unies a légèrement augmenté, passant de 698 millions de dollars des États-Unis à 710 millions de dollars. Pour la troisième année consécutive, les tendances au sein de ces derniers indiquent un volume d'exécution en hausse pour le compte du HCR, avec 64 millions de dollars des États-Unis contre 58 millions en 2014. Les services d'appui au PNUE et à l'OMS ont augmenté au cours de l'année 2015. Le plus grand partenaire de l'Organisation des Nations Unies a été le DOMP qui a absorbé 251 millions de dollars des États-Unis, soit 18 % des dépenses de mise en œuvre. Il s'est agi en particulier d'appuyer les initiatives du Service de la lutte antimines de l'ONU pour la paix et la sécurité dans le monde. Le PNUD a été le deuxième partenaire de l'Organisation des Nations Unies avec 173 millions de dollars des États-Unis, soit 25 % du montant total des projets, chiffre en baisse de 7 % par rapport à 2014.

72. En 2015, les principaux Gouvernements partenaires sont ceux de l'Afghanistan, du Pérou et du Guatemala respectivement. Dans ces trois pays, la plupart des services était sous forme d'appui direct au Gouvernement, les accords relatifs à la prestation de services de gestion passés avec le PNUD étant de moins en moins utilisés. L'appui direct aux gouvernements, notamment à travers ce type d'accord, représente 22 % du montant total des projets, contre de 28 % en 2014.

73. En 2015, L'UNOPS a travaillé avec des institutions financières internationales, en particulier dans le cadre de divers accords de partenariat avec la Banque mondiale pour des projets d'un coût de 102 millions de dollars des États-Unis. Ce montant traduit une hausse de 46 millions de dollars (19 millions en 2014) au titre de l'exécution directe pour le compte de la Banque mondiale imputable en partie aux interventions face à l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest durant l'année. Le volume global des prestations de l'UNOPS au nom des institutions financières

internationales a légèrement baissé par rapport à 2014 (113 millions en coûts de projets).

74. Pour l'Union européenne, il est passé de 43 millions de dollars des États-Unis à 51 millions. En Serbie, le partenariat portait sur la remise en état constante des infrastructures après les inondations ainsi que l'appui pour la préadhésion à un financement de l'Union européenne.

75. Le partenariat continu avec le Fonds mondial a connu une année record en 2015 dans la mesure où l'UNOPS s'est engagé résolument dans le travail en tant que principal destinataire des fonds de l'Initiative régionale de lutte contre la résistance à l'artémisinine au Cambodge, au Laos, au Myanmar, en Thaïlande et au Viet Nam. À l'échelle mondiale, l'UNOPS a fourni des services à hauteur de 106 millions de dollars des États-Unis (contre 68 millions en 2014) et fait office d'agent local pour le Fonds dans 15 pays.

76. Le principal Gouvernement donateur pour les projets directement exécutés par l'UNOPS est celui des États-Unis : l'appui consistait entre autres à faciliter le paiement des traitements des Forces de sécurité somaliennes. Viennent ensuite ceux du Canada, du Japon, du Royaume-Uni et de l'Italie respectivement.

77. L'UNOPS gère un nombre limité de fonds et programmes multidonateurs conjoints dont les plus importants comme le « Three Millennium Development Goals Fund » sont au Myanmar; d'autres tels que le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, le Fonds mondial pour l'assainissement et le Partenariat Halte à la tuberculose, interviennent à l'échelle mondiale. En 2015, l'UNOPS a fourni des services à hauteur de 187 millions de dollars des États-Unis pour le compte de ces fonds et programmes.

78. En 2015, les principaux pays bénéficiaires de prestations sont le Myanmar, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan du Sud et le Pérou respectivement. En 2014, c'étaient l'Afghanistan, le Myanmar, la Somalie, le Soudan du Sud et le Mali

79. L'UNOPS est de plus en plus reconnu comme partenaire de choix et cela se traduit dans les nouveaux accords signés qui se sont chiffrés 1,6 milliard de dollars des États-Unis contre 1,3 milliard l'exercice précédent, en dépassement de l'objectif fixé pour l'année. L'augmentation la plus forte dans les nouveaux accords de partenariats et les accords élargis avec l'Organisation des Nations Unies se manifeste dans les engagements signés avec l'OMS qui se sont établis à 32 millions de dollars des États-Unis en 2015. Les partenariats bilatéraux avec les Gouvernements du Japon et de la Corée laissent également apparaître des hausses considérables.

80. En 2015, l'UNOPS a étoffé son enquête annuelle visant à recueillir les avis et commentaires des partenaires, pour y inclure des aspects liés à la réputation. À travers des entretiens et enquêtes en ligne, il a demandé à plus de 400 personnes occupant des fonctions de haut niveau au sein des institutions partenaires et à des personnalités influentes, de faire état de leurs besoins et de donner leur point de vue de l'UNOPS.

81. L'analyse de l'enquête est toujours en cours, mais des résultats préliminaires tenant compte des réactions de 260 partenaires anciens et actuels indiquent qu'à 83 %, le niveau de satisfaction globale s'est amélioré par rapport à 2014 (77 %).

Près de 84 % des partenaires actuels ont fait savoir qu'ils recommanderaient probablement à d'autres de s'attacher les services de l'UNOPS.

B. Excellence des processus

82. En 2015, l'UNOPS a exécuté la première phase d'un nouveau progiciel de gestion intégré qui comprend plus de 17 processus et systèmes opérationnels, améliorant ainsi la qualité des informations¹ nécessaires à la prise de décisions de gestion et lui permettant de fournir un appui opérationnel plus efficace à ses partenaires. Ce progiciel constitue un indicateur clé des efforts qu'il ne cesse de déployer pour optimiser ses systèmes de gestion des risques et renforcer les contrôles internes, la séparation des rôles et le respect des règles.

83. En 2015, l'UNOPS a été certifié « gold level » dans l'analyse des achats responsables faite par le « Chartered Institute of Procurement and Supply », ce fait qui en fait la première organisation des Nations Unies (et seulement la quatrième organisation au monde) à avoir reçu cette distinction.

84. L'UNOPS a mis au point un manuel technique de conception et de planification des infrastructures pénitentiaires pour répondre aux obligations en matière de droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la sécurité, la décence et le respect de la dignité humaine dans les centres de détention. En coordination avec le DOMP, il a transmis à toutes les missions politiques et de maintien de la paix en Afrique, des directives visant à promouvoir les meilleures pratiques et normes en matière d'infrastructure.

Encadré 7

Une approche intégrée de l'infrastructure nationale

Sur la base du travail effectué en collaboration avec le Gouvernement norvégien et « Infrastructure Transitions Research Consortium » dirigé par l'Université d'Oxford, l'UNOPS a créé un partenariat pour lancer les outils de modélisation nécessaires, appuyer et orienter les gouvernements pour une planification à long terme des infrastructures nationales. Cette démarche intègre plusieurs systèmes pour accompagner le développement d'infrastructures nationales résilientes et solides face à un avenir incertain.

Le modèle sera appuyé sur une prise de décisions stratégique fondée sur des données factuelles pour les investissements dans les infrastructures. L'appui et les orientations tiendront compte de la définition de programmes d'infrastructures nationaux axés sur une vision du développement et visant à permettre aux gouvernements d'utiliser efficacement les moyens dont ils disposent, tout en privilégiant les nouveaux projets et en fournissant efficacement des ressources financières à même de favoriser l'optimisation des avantages socioéconomiques.

¹ La pertinence des informations peut entraîner une réduction du nombre total de projets de l'UNOPS.

85. En continuation des efforts déployés pour harmoniser les activités de l'UNOPS avec les cadres mondiaux, une stratégie spéciale de « réduction des risques de catastrophe pour la résilience » a été lancée en 2015. L'UNOPS a été choisi pour présider le Comité directeur du Programme international de relèvement chargé de superviser et de donner des orientations stratégiques au secrétariat du Programme, qui comprend des représentants de 17 organisations dont le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale. Le Programme est un pilier fondamental dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo qui est le plan mondial de réduction des risques de catastrophe.

86. En 2015, l'UNOPS a continué d'étudier l'investissement à impact social et la possibilité d'encourager les institutions financières et le secteur privé à investir dans des projets de développement. Des dispositions ont été mises en place pour une approche axée sur les projets d'infrastructures environnementales dans des domaines tels que les énergies renouvelables, la gestion des déchets, l'eau et le traitement de l'eau, mais aussi sur les infrastructures sociales et notamment les soins de santé et les logements sociaux. En outre, la planification a été engagée pour le lancement d'une démarche axée sur le capital d'amorçage pour attirer des fonds destinés à développer ou redynamiser des projets d'infrastructure en phase initiale.

87. En 2015, l'UNOPS a réaménagé ses structures au niveau mondial pour mieux les adapter aux besoins de ses partenaires. Entre autres changements trois bureaux régionaux couvrant respectivement l'Asie, l'Europe-Asie centrale et le Moyen-Orient ont été créés en lieu et place du Bureau Asie-Europe et Moyen-Orient et du Bureau mondial des services aux partenaires. Les groupes en charge de la gestion des projets et des infrastructures ont été fusionnés pour fournir un appui rationalisé aux bureaux de pays. Les opérations de l'UNOPS à Jérusalem en ont fait un « centre d'excellence pour la gestion des projets et les infrastructures ».

88. Parallèlement à une série d'initiatives visant à renforcer la gouvernance, la gestion des risques et le respect des dispositions afin d'aligner les responsabilités avec l'autorité, la fonction spécifique de « Groupe de la gestion des risques et de l'assurance de la qualité » a été créée. Ledit groupe œuvrera à l'intégration de la gestion des risques stratégiques et opérationnels dans l'ensemble de l'organisation. D'autre part, les fonctions de partenariat et de communication ont été associées en vue d'augmenter la visibilité de l'UNOPS et de mieux faire connaître les services qu'il offre pour aider les personnes dans le besoin à travers le monde.

89. L'UNOPS est déterminé à intégrer des normes internationalement reconnues ainsi que de bonnes pratiques dans ses opérations. En 2015, sa certification ISO 9001 pour ses systèmes de gestion de la qualité a été reconduite et il a élargi la couverture de sa certification ISO 14001 pour son système de gestion de l'environnement aux projets d'infrastructures au Guatemala et au Sri Lanka, en complément de la couverture de ses projets en Afghanistan, au Kosovo et de ceux du Bureau de Jérusalem. L'UNOPS a également obtenu la certification du référentiel international britannique OHSAS 18001 de gestion de la sécurité et de la santé sur les lieux de travail, pour ses opérations au Kosovo et au Bureau de Jérusalem. Ce résultat constitue pour lui la base pour se conformer à l'adoption de systèmes de sécurité et de santé au travail dans tous les organismes des Nations Unies (CEB/2015/HLCM/7/Rev.2).

90. Le Bureau de la déontologie de l'UNOPS a poursuivi son appui en tant que structure consultative, impartiale et orientée vers les services pour le compte de l'organisation, en se conformant totalement avec son dispositif de transparence financière. Les activités de ce bureau sont présentées en détail dans un rapport spécial (DP/OPS/2016/4). S'agissant de l'audit interne, l'organisation a maintenu son engagement à mettre en œuvre rapidement les améliorations recommandées. A la fin de l'exercice 2015, le taux global d'application des recommandations de l'auditeur était de 96 %, et seules quatre recommandations avaient été en suspens pendant plus de 18 mois. Des détails supplémentaires sur les conclusions de l'audit interne au titre de l'exercice 2015 ont été portés au rapport DP/OPS/2016/3 pour présentation au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2016.

C. Excellence des ressources humaines

91. À la clôture de l'exercice de 2015, l'effectif total était de 9 852 employés contre 6 925 en 2014, hausse due en grande partie à un soutien additionnel aux partenaires des Nations Unies en République démocratique du Congo et au Pakistan. L'UNOPS gère également des contrats de travail pour le compte de divers partenaires.

Une répartition du personnel par catégorie contractuelle est présentée au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Effectif par catégorie au 31 décembre 2015

Type de contrat	Personnel	Entrepreneurs internationaux	Entrepreneurs locaux	Total
Personnel de l'UNOPS			3	4
Personnel des partenaires			4	5
Effectifs actuels	863	1 037	7 952	9 852

92. L'UNOPS a recruté 70 employés en 2015, dont 63 administrateurs recrutés sur le plan international et 7 agents des services généraux. Quatre-vingt-deux membres du personnel ont quitté l'organisation. Le taux de renouvellement du personnel qui était de 17,2 % l'exercice précédent, est passé à 16,9 %. Les femmes constituaient 32,7 % du personnel recruté sur le plan international, soit une hausse de 0,4 % par rapport au chiffre enregistré au 31 décembre 2014.

93. En 2015, l'UNOPS a mis en place un nouveau cadre de gestion des aptitudes afin de recenser, perfectionner et fidéliser les membres du personnel clé pour les fonctions essentielles. Lors d'une cérémonie annuelle de remise de prix, sept employés et cinq équipes de projet ont été distingués pour leurs contributions exceptionnelles dans des domaines comme l'innovation et les valeurs fondamentales de l'ONU.

94. Plus de 2 080 membres du personnel ont participé à des activités d'apprentissage de l'UNOPS (1 406 en 2014). Plus de 50 % de toutes les activités d'apprentissage ont été menées à l'appui du nouveau progiciel de gestion intégré de

l'UNOPS, dotant ainsi le personnel des compétences et connaissances nécessaires à la transition par rapport aux systèmes précédents.

95. Plus de 700 membres du personnel ont reçu des qualifications externes en gestion de projets, 246 une formation interne dans des disciplines liées aux infrastructures et 94 une formation externe et interne dans les opérations d'achat. Plus d'une centaine de cadres supérieurs et personnels de niveau intermédiaire ont participé à des cours de formation à la gestion et au leadership (contre 60 l'année précédente)

96. En 2015, le Centre mondial de services partagés de l'UNOPS qui offre des services transactionnels avec un bon rapport coût-efficacité dans l'administration des contrats, avantages sociaux, droits à prestations et états de paie du personnel, a été renforcé grâce à l'utilisation des ressources internes pour les fonctions d'administration du personnel et des états de paie qui étaient jusque-là sous-traitées au PNUD.

D. Gestion financière

97. En 2015, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets à hauteur de 1,4 milliard de dollars des États-Unis contre 1,2 milliard millions en 2014, soit une hausse de 16 %. Le revenu net provenant des projets s'est établi à 87,2 millions de dollars des États-Unis (66,3 millions en 2014), les produits accessoires à 2,4 millions de dollars des États-Unis (4 millions l'exercice précédent), et les revenus sans contrepartie directe à 0,4 million de dollars des États-Unis (3,8 millions en 2014). Les dépenses de gestion se sont élevées à 65,4 millions de dollars des États-Unis, contre 58,9 millions l'année précédente, soit une hausse de 11 %. Néanmoins, la baisse du ratio des charges aux prestations qui est passé à 4,54 % en 2015 contre 4,83 % l'exercice précédent, témoigne de la volonté de l'UNOPS de produire plus avec moins de ressources. Un excédent net des revenus sur les charges après provisions s'élevant à 14,3 millions de dollars des États-Unis a donc été enregistré, contre 9,9 millions en 2014. A la clôture de l'exercice 2014, l'UNOPS a continué à maintenir sa réserve opérationnelle au-dessus des prescriptions minimales fixées par le Conseil d'administration.

98. Une réévaluation actuarielle de ses obligations au titre des prestations de cessation de service du personnel indique que le montant des prestations à la fin 2015 était de 1,9 million de dollars des États-Unis, en baisse par rapport à 2014. Il en a résulté un gain actuariel de 5,1 millions de dollars des États-Unis, y compris des financements supplémentaires effectués par l'UNOPS au cours de l'exercice.

99. Les dépenses mentionnées ci-dessus, les recettes et le solde de la réserve au titre de l'exercice 2015 représentent des chiffres préliminaires calculés par l'UNOPS et peuvent être sujets à modification. Ils doivent encore être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU.